



GROUPE DE RÉFLEXION ET D'ANALYSE SUR LE ZAÏRE - CONGO

Case postale 425 • CH-1 200 Genève 4 •
Tél. 022/ 785 31 87 • Tél. + Fax 022/ 320 43 09
Email bagalwa 4@uni2a.unige.ch • C.C.P. 17-488 552-2

SITUATION CONFUSE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (EX-ZAIRE): JEUX ET ENJEUX AUTOUR D'UNE TRAGEDIE (NOTE D'ANALYSE DU 15 AOUT 1998).

Introduction.

Une nouvelle fois la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) revient sur la scène médiatique par des images de violence et de désolation gratuites, des rebellions et agressions qui n'en finissent pas et une prétendue libération qui a avorté. En effet c'est par la province orientale du Kivu que vient de partir une nouvelle campagne militaire depuis le 2 août 1998, par les mêmes acteurs dont l'identification (rwandais et ougandais brandissant la veille carte des Tutsi « banyamulenge ») reste ambiguë a volonté mais cette fois pour une autre raison renverser l'ancien allié Kabila accusé de corruption, de népotisme, de mauvaise gestion et de manque de vision politique. Comment comprendre ce revirement brusque des alliances nouées sous la bénédiction de certaines puissances occidentales il y a deux ans?. Comment sortir durablement de la crise

Une crise prévisible avec les alliances circonstanciellelles nouées pour des agendas précis des régimes rwandais et ougandais a l'Est de l'ex-Zaïre.

Pour comprendre l'évolution actuelle au Congo de Kabila il faut se rappeler la nature de la coalition ayant enfanté en novembre 1996 l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL), parce que les géniteurs de cette organisation avaient chacun un agenda précis. Pour les régimes tutsi de Kigali et de Bujumbura il s'agissait, sous la manipulation réussie de la prétendue question de nationalité des Tutsi résidants au Zaïre¹, de démanteler les camps des réfugiés Hutus dans les deux Kivu, de « nettoyer » les zones frontalières de l'ex-taire des anciennes forces armées rwandaises pour se sécuriser contre toute tentative de reconquête éventuelle de leur part, enfin une certaine idée d'expansion

¹Nous savons que le phénomène migratoire (transplantés coloniaux entre 1930-1947, réfugiés de 1958-1975, clandestins, immigrés légaux) et une mauvaise gestion administrative et législative de cette question par le régime Mobutu a créé une confusion dans le statut politique entre populations zaïroises et immigrés rwandais qui se traduit sous la question de la nationalité. Mais à notre avis cette question de droit interne n'avait pas besoin être manipulée par les puissances étrangères car elles ne peuvent pas la résoudre, tout en faisant de ces populations de jouets à leur guise pour leur faire exécuter des actions militaires au profit de la « mondialisation ».

territoriale pour offrir à Kigali un réservoir des ressources économiques. Dès l'occupation du Kivu un pillage systématique des infrastructures, des métaux précieux, des produits agroindustriels, la quasi totalité du cheptel bovin (1 millions de têtes) du Kivu, des véhicules a commencé jusqu'à ce jour². Pour le régime Hima d'Ouganda il fallait couper des bases arrières supposées de sa propre rébellion sévissant à l'ouest, et qui bénéficiait d'un soutien ethnotransfrontalier auprès des populations Banande du Nord-Kivu. Ensuite d'aider son poulain au pouvoir à Kigali, tout en se débarrassant d'encombrantes milices tutsi rwandaises ayant combattu pour mener le président Yoweri Museveni au pouvoir en 1986. Sans l'importante aide multiforme³ donnée dans toute l'opération par les USA et la Grande Bretagne qui voulaient contrôler des ressources minières stratégiques de l'ex-Zaïre⁴, il est probable que l'aventure aurait tourné court. Si cette coalition, avec l'appui extorqué à la population (avec le phénomène Kabila) et de l'armée de Mobutu qui n'a pas combattu, est arrivée à prendre le pouvoir à Kinshasa, les régions martyres du Kivu théâtres de tous les commencements sont restées incontrôlées par le pouvoir central. Gérard PRUNIER écrivait

« ... un conflit triangulaire persistait entre les « autochtones », les « rwandophones » et les forces armées congolaises qui sont les plus souvent composées des Balubas du Katanga - affrontant selon des schémas d'alliance fluctuants, tant entre eux que vis-à-vis des rwandoougandais. (...) On peut dire que les rwandophones tutsi collaborent avec les forces rwando-Ougandaises, les rwandophones Hutus les combattent en alliance avec les autochtones, et les FAC 'flottent » au milieu, tentant plutôt mal que bien - de rétablir un semblant de contrôle national sur cette turbulence régionale... »⁵.

² Ce pillage s'est étendu avec la conquête de tout le pays. A Kinshasa par exemple entre mai-août 1997 les véhicules et biens pillés furent stockés aux camp Kokolo et Tshasthi et transportés nuitamment sur l'aéroport de Ndjili où des cargos militaires venus du Rwanda les embarquaient. Kabila n'a jamais dénoncé ces pillages, par contre il décida que pour une année l'importation des automobiles était exemptée des frais douaniers. Sur le début de ce pillage du Kivu lire Le SOIR du 3 mars 1997, p.8 et Groupe d'Analyse et d'information sur le Zaïre (GRAZ), « Sur l'actuelle guerre au Zaïre (Note du 11 mars 1997, pp. 11) » et « La guerre à l'Est du Zaïre : Quid du manichéisme trompeur ? (Note du 20 mars 1997, 3pp) » .

³ armements, renseignements, conseils et formation, corruption des officiers de Mobutu, guerre psychologique...

⁴ lire aussi Filip REYTJENS, « La rébellion au Congo-Zaïre: une affaire des voisins », in *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, No 86/87, 3eme trimestre 1997, Paris, p.57-77. A cette aide militaire diverse s'ajoute l'inaction obtenue auprès de l'ONU et des anciens alliés de Mobutu comme la France et les pays francophones d'Afrique en tête, la mobilisation d'une coalition australo-africaine essentiellement anglophone pour divers apports à « l'opération Kabila ». Les crimes commis dans l'ex-Zaïre sont ainsi des crimes « globaux ».

⁵ Gérard PRUNIER, « Convoitises multiples sur le Kivu. Une poudrière au cœur du Congo-Kinshasa », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1998, p.14.

Des accords entre les régimes Kabila, Museveni et Kagamé donnaient un droit quasi absolu aux troupes rwando-ougandaises d'entrer au Kivu quand elles voulaient. En octobre 1997 le vice-ministre de l'intérieur de Kabila, Faustin MUNENE, déclarait à Goma que les frontières entre le Rwanda et la RD du Congo n'existaient plus parce qu'à son avis les créateurs de celles-ci (paraît-il Mobutu et Habyarimana) n'existaient plus. Cette lecture fantaisiste de l'histoire a permis à l'Ouganda d'installer un quartier général à 15 km à l'intérieur des frontières du Congo à Ntabi au Nord-Kivu sans opposition de Kabila ⁶. *Les rwando-ougandais ont occupé l'Est de la RDC depuis deux ans qu'ils ont eu logiquement le temps et le loisir de « nettoyer » cette région de leurs propres rebelles, comme ils ont massacré les réfugiés rwandais (200.000 selon l'ONU) et les congolais (100.000 selon les estimations locales). Reprocher à Kabila de n'avoir pas fait ce travail macabre n'est donc pas justifié, tout comme la compréhension déclarée des gouvernements américain et belge⁷ vis-à-vis de Kigali et Kampala pour cause d'une prétendue insécurisation de leurs frontières.*

La concentration des armées rwando-ougandaises au Kivu et leur cortège des violations des droits fondamentaux dans l'impunité, plus qu'ailleurs en RDC, leur mainmise totale sur la vie politico-économique locale ⁸, la répression contre les chefs coutumiers dont pourtant l'assise sociale est très forte dans les populations du Kivu ont plongé cette région, complètement marginalisée⁹ par le régime, dans l'insurrection anti-Kabila et anti occupation.

⁶ Afrique Express, No 172, du jeudi 9 juillet 1998, Paris, p.13.

⁷ lire Colette BRAECKMAN, « Erik Derycke comprend les motifs de la rébellion », in LE SOIR du 8-9 août 1998, p.8. Lire aussi la déclaration américaine du 7 août lue par M.Foley qui explicitement ne nie pas l'agression étrangère, mais se cache derrière un appel au respect des droits de l'homme par les forces en présence y compris étrangères reconnues dans la déclaration. La cause est entendue.

⁸Il est connu que ce sont les tutsi rwando-ougandais qui ont dirigé le pays avec l'arrivée de Kabila. Mais ceux-ci ont toujours préféré la discrétion qu'ils se sont nommés comme adjoints dans toutes les structures (pouvoir de Kabila, entreprises publiques). Un gouvernement parallèle fonctionnait à la présidence de Kabila sous forme des directions générales laissant le gouvernement formel sans pouvoir de décision pour l'apparat à l'intention des congolais. Les Forces armées congolaises (FAC) étaient encore composées à plus de 70% par les rwando-ougandais (5.000 par province soit un total de 55.000 soldats pour les onze provinces) avec l'étiquette « banyamulenge ». Les mercenaires éthiopiens, somaliens, et erthyréens tous ont pris la même étiquette. Les polices politiques étaient entièrement dirigés par les tutsi. Au Kivu cette logique d'occupation était encore poussée à l'extrême. L'épineuse question de nationalité s'est étendue à tout le pays. Comment Kabila sauvera-t-il son trône contre ces armées étrangères qui connaissent dans le moindre détail le terrain et l'état de ce qui reste des FAC ?

⁹ Bien qu'ayant payé un lourd tribut en sang versé (plus de 100.000 congolais) les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont été exclus du pouvoir de Kabila. Au gouvernement le Sud-Kivu était représentés par le professeur Bishikwabo Chubaka, un ivrogne et un ami personnel du tutsi Ruhimbika Muller, et la jeune fille Mamboleo Milulu qui n'avait pas encore fini son graduat. Le rwandais Bizimana Karaha Muheto se disait aussi être de cette province. Kambale Mututulo, qui sera arrêté plus tard, représentait le Nord-Kivu doublé par le rwandais Deogracias Bugera. Les deux Kivu ont été exclus de la gestion des entreprises publiques, sur décision des relais rwandais précités, en dépit des appels des forces vives de ces régions. Masasu Niganda (de père Mushi congolais de Bukavu et de mère tutsie rwandaise) accepta de mépriser ses frères congolais du Kivu. En octobre 1997, une réception organisée par ceux-ci au Palais du Peuple de Kinshasa fut esquivée par Masasu en dernière minute sur conseil des « oncles maternels » rwandais. Privilégiant les logiques matriarcales importantes chez les tutsi rwandais au détriment des logiques patriarcales des Kivutiens, Masasu se priva d'une base sociale utile. Il se fit arrêter plus tard comme un simple voleur après une tentative de coup d'État. Dans ce champ des conflits de pouvoir et d'affrontements ethno-régionales non régulées par une dictature, le personnel politique non représentatif et des entreprises publiques recruté par Kabila provient des quelques provinces . L'espace Bakongo (Bas-Zaire, Bandundu) pour s'ancrer à Kinshasa , l'espace Luba (les deux Kasai et le Nord-Katanga) et Tetela (ethnie de Lumumba dont Kabila revendique l'héritage politique), L'Équateur (pour calmer les frères de Mobutu) et biensûr aux clans rwando-ougandais sous l'étiquette « banyamulenge ».

La question d'ingérence étrangère est ainsi au centre du problème. Elle fut longtemps ignorée voire niée par le président Kabila jusqu'à sa surprenante décision du 27 juillet 1998 de « mettre fin à la présence des militaires rwandais et ougandais au sein des forces armées congolaises ainsi que d'autres étrangers ». Mais depuis une année de pouvoir Kabila s'est ravisé d'appliquer les accords secrets de Lemera, affichant de plus en plus un certain sentiment de nationalisme congolais, ce qui a eu la conséquence de le disgracier auprès des parrains rwandais et ougandais qui sont les plus exigeants. Disgrâce américaine aussi car les multinationales qui l'avaient financé n'ont pas trouvé un climat propice pour réaliser leur contrôle sur les richesses minières congolaises. Kabila, encore chef rebelle, les avait déjà bradé par des contrats signés à la va-vite en février 1997 avec des multinationales américaines après la chute de Lubumbashi.

Trois éléments expliqueraient le revirement de Kabila. D'abord les indices de Coup d'Etat et des complots se manifestaient de la part des clans tutsi du régime qui se sentaient lésés dans une distribution future des cartes politiques, ce qui équivalait à une mort politique et une perte de l'influence sous-régionale au profit des clans katangais et ou par alliance de ceux-ci avec des anciens dirigeants mobutistes. Ensuite la forte contestation interne suite à ses décisions politiques arbitraires et non consensuelles prises par son gouvernement incompetent de « Kentucky chicken boys »¹⁰. La population ne pouvait que contester la main mise ostentatoire des militaires et civils étrangers sur le pays, alors que les négociations secrètes avec certains opposants (Tshisekedi, Boboliko) échouèrent parce que ceux-ci exigeaient d'abord le renvoi inconditionnel des troupes étrangères. Enfin sur le plan international la diplomatie kabiliste désorganisée à dessein (et conduite par le relais rwandais Bizimana Karaha Muheto) a brillé par le brouillage avec les puissances (France, Belgique, Union européenne) susceptibles d'apporter une aide économique d'urgence sûre¹¹ La reconstruction annoncée avec fracas restera mort-née. Alors qu'il était déjà couvert par les américains qui voulaient un semblant d'enquête, la légèreté avec laquelle Kabila a géré le dossier des massacres des réfugiés rwandais hutus et des congolais en le traitant de petit problème l'a fragilisé et privé des soutiens extérieurs qui l'auraient autonomisé des rwando-ougandais.

Les récents rapports de la mission d'enquête de l'ONU et de la commission internationale non gouvernementale¹² sur cette question discréditent et fragilisent d'avantage le régime. La décision de faire partir les armées étrangères visait pour Kabila à trouver une légitimité interne et designer de son regard les vrais responsables des massacres et crimes dont l'ONU l'accuse.

¹⁰ Comme la dérision kinoise désigne les ministres de Kabila, ceux-ci furent recrutés sur internet et par les hommes du FPR rwandais en Europe, Afrique du Sud et aux Usa. La plupart sans formation et expérience professionnelle sérieuses ont mené une gestion de la navigation à vue avec les conséquences connues.

¹¹ Bien que les USA ont financé l'opération Kabila, via l'Ouganda et le Rwanda, leur politique de « trade not aid » qui exclut une aide bilatérale et renforce l'échange inégal nous paraît désavantageuse pour le Zaïre-Congo qui a besoin d'une aide massive. Le modèle européen, que même beaucoup d'africains par effet de conformisme au discours dominant s'empressaient de vouer aux gémonies, serait paradoxalement plus bénéfique s'il rencontrait un gouvernement congolais responsable et soucieux du développement.

¹² ONU, Rapport de l'équipe d'enquête du Secrétaire général sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo, inédit, New-york, 1998. Commission internationale non gouvernementale sur les violations massives des droits humains en République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) 1996-1997, Rapport préparé par le CIDPP/Montréal et ASADHO/Kinshasa, juin 1998, pp116.13

Mais leur refus¹³ de partir traduit en rébellion actuelle des troupes rwando-ougandaises est certainement justifié par des injonctions de leurs gouvernements respectifs qui estiment que les accords passés avec Kabila ne sont pas accomplis. D'où la logique du quitte ou double : Abattre Kabila au besoin et s'emparer du pouvoir au Congo et du coup se nationaliser congolais. On se rappellera que c'est la quatrième fois que ces troupes tutsies étrangères contestent l'autorité de Kabila. On se rappellera des déclarations de Paul Kagame en juillet 1997 sur le rôle central joué par son armée dans l'ascension de Kabila, tout comme l'on se rappellera de l'absence remarquée des présidents ougandais et rwandais à la commémoration du premier anniversaire de la prise de pouvoir par Kabila, l'on se rappellera des déclarations de Ruhimbika Muller (la voix de Kagamé) en mars 1998 sur BBC et annonçant une prochaine guerre de conquête du Kivu¹⁴, on se rappellera enfin du nouvel axe géopolitique Sassou Ngouesso-Dos Santos-Museveni-Kagame dans la sous-région. Cet isolement régional sonne-t-il la fin de l'ère Kabila et avec quel bénéfice pour les peuples congolais?.

On ne change pas le scénario qui a déjà gagné diront les stratèges rwando-ougandais.

C'est un remake du scénario mis en route en 1996 par les stratèges rwando-ougandais avec leurs conseillers américains. Alors qu'une agression ou tentative d'occupation étrangère court, l'on parle comme en 1996 de rébellion des Tutsi banyamulenge alors que l'on sait que cette ethnie ne dépasse pas 10.000 membres au Sud-Kivu et donc incapable de déployer un effort de guerre démographique qu'exige l'actuel conflit. Comme en 1996 pour éviter des interrogations les médias acquis à la cause ou à sensation bombardent des chiffres fantaisistes (400.000 paraît-il). Comme en 1996 le Rwanda dont l'entrée massive des troupes au Kivu a été reconnue par différentes sources y compris de l'ONU - ne son implication tout en exprimant déjà des compréhensions (voir plus si nécessaire) pour les « banyamulenge ». Les médias rwandais mettent en place le relais de la guerre psychologique et médiatique qui fut fatale à Mobutu.

¹³ cette rébellion d'occupation débute avec le refus de l'ougandais James Kaberere d'être démissionné le 11 juillet 1998 de son poste de chef d'Etat major des FAC - pour devenir conseiller militaire du président - au profit du congolais katangais Célestin Kifwa. Les proconsuls rwando-ougandais (Bizimana Karaha, Deogracias Bugera, Moise Nyarugabo,....) ont directement disparu de Kinshasa. Pourquoi des personnes qui revendiquaient la nationalité congolaise (même si l'on sait qu'ils sont des étrangers) pouvaient fuir parce que le chef de l'Etat mettait fin à la présence des armées étrangères qui ne sont pas les leurs

¹⁴ Il est probable que cette déclaration a été prématurée par rapport à l'état de préparation de l'offensive par ses « frères » rwando-ougandais, que l'intéressé a crié plus tard en une manipulation fabriquée par les ethnies autochtones du Kivu contre les Tutsi « banyamulenge ». Les récents événements prouvent le contraire.

Kabila y fera-t-il face ?. Ses ouvriers médiatiques, comme le suisse TRIMEDIA, pèseront-ils lourd dans l'offensive et jouer leur rôle ¹⁵ ou s'allieront-ils aux plus offrants que sont les croisés de la mondialisation ?. Si la question de nationalité n'est plus vendable, la logomachie pseudo-démocratiste est évoquée par des acteurs rwandais qui ne veulent pas de démocratie chez-eux, mais aussi la thèse des conflits tribal o-ethniques qui ont la cote dans beaucoup d'opinions occidentales. Celles-ci réduisent les conflits politiques et conflits de classes africains en simples conflits ethniques et barbares. Comme en 1996 c'est la volonté de séparer le Kivu du reste du Zaïre qui est vite déclarée¹⁶ et enfin comme Kabila en 1996 les rwando-ougandais ont trouvé des jouet congolais (Ilunga Kabambi, Sylvain Mbuchu) pour leur servir de couverture. Devant l'ONU et les alliés occidentaux l'on peut ainsi maintenir la thèse d'une rébellion proprement congolaise et donc obtenir l'inaction de ces acteurs globaux car

¹⁵ En juillet 1998 Michel TSHEFU, le conseiller économique de Kabila, commentant leur contrat avec TRIIMEDIA chiffré à plus de 180.000 francs suisses (selon LE TEMPS) estimait que des agences occidentales de communication valaient mieux que toutes les ambassades. Mais si le Congo-Kabila avait des difficultés pour entretenir toutes les missions congolaises, ne pouvait-il pas au moins cibler les principales villes internationales comme Genève, Bruxelles, Washington, Tokyo, Paris, Londres, Moscou, Pékin, Brasilia et Pretoria?

¹⁶ Les rwando-ougandais se cachant derrière les « banyamulenge » viennent de faire savoir qu'ils ne réclamaient que leur « du » promu par Kabila. Comme cette revendication est supposée être des Tutsi « banyamulenge » qui revendiquaient la nationalité zaïroise en 1996 et dont ne sait plus ce qu'il en est advenu, il reste à savoir comment des zaïrois supposés n'exigent que la balkanisation de leur propre patrie au profit d'un pays étranger le Rwanda au nom de leur seule appartenance ethnique. Envers qui sont-ils loyaux dans ce cas et qu'est ce que cela implique?. Si ces gens sont effectivement du Kivu comment peuvent-ils réclamer encore leur propre province où ils vivent, à moins qu'ils veulent dire qu'il faut effacer les autres ethnies du Kivu ?. Qu'une minorité ethnique, même zaïroise serait-elle, de 50.000 personnes (si l'on inclut les Tutsi du Nord-Kivu car tous ont pris l'ethnonyme controversé de banyamulenge) estime que tous les 8 millions d'habitants d'autres ethnies non tutsies du Kivu constituent son dû sur lesquels elle doit régner ça c'est l'esclavagisme et de l'apartheid. Quel est le dû de ces 8 millions non armés qui n'exigent que de vivre en paix sur leurs terres ancestrales dont même la communauté internationale tend à avaliser l'expropriation et l'expulsion ?

ne pouvant être amenés à condamner un quelconque crime d'agression au regard de la charte des Nations Unies. Le non accès des médias indépendants aux zones combats permettra les massacres des autochtones en toute quiétude¹⁷. Comme en 1996 les massacres des élites et intellectuels du Kivu ont commencé avec les disparitions et déportations. Des politiciens alimentaires frustrés de Kinshasa ou exilés ont commencé à affluer pour régler leur compte à Kabila et cautionner l'opération. Bonne camouflage pour les agresseurs.

Zahidi Arthur Ngoma : une des cartes pour flouer les populations du Kivu et les isoler des autres congolais. Le triomphe des nouvelles alliances paradoxales.

Le recrutement de Zahidi Ngoma, cet ancien opposant à Kabila dont le sort a ému l'opinion suite à son incarcération quasi bestiale, vise pour les rwando-ougandais à faire double diversion. Faire passer dans l'opinion internationale qu'un originaire de l'ancienne Région du Kivu¹⁸ ne peut accepter son occupation étrangère. Seulement Z'ahidi Ngoma est issu d'une province qui ne fait pas partie du champ spatial de confrontation vitale entre les rwandoougandais et les ethnies bantoues frontalières de l'Est du Kivu. Cet ancien fonctionnaire de l'UNESCO qui n'a pas d'armée - qu'il ne pouvait former deux mois après sa sortie de prison en mai 98, encore que son petit parti n'a qu'une base kinoise - même s'il peut être porté au pouvoir par les armées étrangères comme Kabila (dont il reprochait encore cette trahison contre la nation) aura encore plus de problème pour les renvoyer au bercail. Pour l'immédiat cette stratégie vise à isoler les populations non tutsies du Kivu des autres congolais et faire accréditer la perception kinoise de la chose selon laquelle ce sont les *Kivutiens eux-mêmes qui ont vendu leur région aux rwandais*²⁰. A Kinshasa l'intimidation et la chasse contre les ressortissants du Kivu, confondus à souhait avec les insurgés rwandoougandais, n'inaugure-t-il pas le processus pour une population progressivement prise entre deux feux ?. Cette stratégie est poursuivie par la nomination des certains autochtones du Kivu²¹ dans la direction virtuelle du mouvement.

A côté de Zahidi, qui pour les occidentaux faiseurs des régimes africains représenterait virginité et jeunesse politiques et une certaine crédibilité dans une vieille et corrompue classe politique zaïroise, émergent des alliances paradoxales bénies par la troïka occidentale (USA, France, Belgique) pour la chute de Kabila. Anciens dirigeants « mobutistes » comme Thambwé Mwamba (du clan Kengo) rejoignant l'agression/rébellion au Kivu via Kigali qui

¹⁷ Selon les agresseurs/ rebelles la France et les USA leur ont seulement demandé d'éviter des images d'exodes de population, ce qui frapperait leurs opinions publiques. (AFP, le 14.8.1998). Quel rapport avec l'absence des télévisions occidentales dans la couverture du terrain contrastant avec l'engouement manifesté lors de l'opération Kabila en 1996 ?

¹⁸ Jusqu'au découpage territorial controversé de 1987 les actuelles provinces du Maniema, Nod-Kivu, Sud-Kivu n'étaient que des sous-régions ou districts du Kivu. Zahidi Ngoma est né le 18 septembre 1947 à Kalima au Maniema (voir un prospectus de son parti les Forces du Futur publié à Kinshasa le 20 novembre 1996).

¹⁹ Voir Polémiques sur Télévision France2, octobre 1996 et lire aussi *Libération* du 6 août 1998, p.6.

²⁰ En septembre 1996 lors que la première agression rwando-ougandaise survient, les envoyés du Sud-Kivu à Kinshasa, comme feu Mgr Munzihirwa et Jean-Pierre Biringanine de l'UDPS furent éconduits par les politiciens du HCR-PT et du gouvernement Kengo pour qui l'affaire ne concernait que les gens de l'Est. Une crise éclata entre la majorité des non kivutiens et la minorité des Kivutiens s'est sentie trahie pour la énième fois.

« Comme c'est le cas actuel de Mbusa Nyamwisi et Payi-Payi Wa Siakasige (de la grande ethnie Nande du Nord-Kivu), Ngangura Kasole et Me Mudumbi (de la grande ethnie de Bashi au Sud-Kivu). Ce dernier qui était encore numéro 2 de l'office d'immigration de Kabila est marié à une tutsie rwandaise. Il doit son ascension à son ami personnel Lindiro Kabirigi. Lindiro est un tutsi congolais né à Goma des parents rwandais et qui jusqu'en 1996 était tout puissant dans la recherche des financements des ONG locales grâce à l'ONG internationale PREFED basé à Bujumbura.

les avaient chassé du pouvoir en 1997, la France - qui propulse Zahidi utilise des brigades, sans frontières tutsies alors qu'il y a encore quelques mois les régimes de Kigali et de Kampala l'accusaient comme depuis quatre ans d'avoir soutenu la réalisation du génocide des Tutsi au Rwanda. Anciens « mobutistes » et armées angolaises. Des Quels des termes des accords secrets liant ces fauves de la realpolitik ?. Quel rôle entend jouer reste discrète dans l'opération ²² ?. La convergence d'intérêts occidentaux pèsent dans ces nouvelles alliances qui portent les germes de leur désagrégation. Ainsi par exemple les 4 clans mobutistes (kengistes technocrates, le groupe Nimy Mayidika, le pôle de l'intellectuel réfléchi mais rigoureux du général Likulia, les fils Mobutu et alliés, les généraux Nzimbi et Baramoto et compagnie) s'harmoniseront-ils ?. Même s'ils veulent rentrer au pays à tout prix. ont-ils un programme crédible à proposer après 32 ans d'une gestion criminelle ?. Ces alliances extra-nationales peuvent-elles apporter des solutions aux priorités nationales qui restent la garantie de souveraineté et de l'unité nationale, l'état de droit et la démocratie et dont les politiciens congolais peinent à faire un fonds commun national non négociable ?.

Un pari pour Kabila : quitter les habits d'un chef de maquis pour ceux d'un homme d'État.

Il est possible de résoudre la crise congolaise si les acteurs nationaux et internationaux se donnent la volonté et les moyens d'y parvenir. Les congolais devraient se rappeler de travailler pour retrouver un consensus durable fondé sur l'établissement d'un Etat de droit démocratique seul susceptible de garantir les droits et libertés des individus et des ethnies²³. Surfer sur le patriotisme congolais humilié pour la deuxième fois par les rwandais ne suffira pas à Kabila pour s'en sortir. Kabila *reprendra-t-il l'initiative qu'offre l'occasion* pour réparer une année d'espoirs déçus ²⁴

²² LE CANARD ENCHAINE du 12 août 1998 confirme que l'Élysée soutenait depuis 7 mois la conjuration contre Kabila, avec bien sûr l'aval américain, qui était dirigée entre autre par le rwandais Déogracias BUGERA qui a voyagé en Europe pour ça. Ceci suggère que le retrait avorté des forces étrangères du pays fut l'étincelle attendue par la « conjuration internationale » pour actionner l'opération sous forme de rébellion couplée à l'agression.

²³ Nous donnons au concept d'ethnie son sens étymologique de peuple. Nous pensons que la construction d'un Etat démocratique implique de ne pas évacuer l'ethnie pour s'assurer que l'égalité, la participation démocratique, la non discrimination, et la protection de l'État est assurée à toutes ses communautés. Dans un Etat multiethnique comme la RD du Congo cette question mérite d'être posée. En RDC aucune ethnie n'est majoritaire.

²⁴ Amnesty International, Democratic Republic of Congo. A year of dashed hopes, inédit, Londres, mai 1998, pp ¹².

Libéraliser l'activité politique pour préparer avec tous des élections pour tous et bâtir le consensus national autour d'une actualisation des institutions issus de la CNS et finalisés en 1994 seraient le point de départ de cette démarche. Celle-ci devrait mixer la formation d'un gouvernement transitoire appliquant un programme minimum national (rétablir l'intégrité nationale et obtenir le retrait des armées étrangères sous contrôle d'une force onusienne, garantir l'État de droit, redorer la crédibilité internationale, recensement national et dénouement de la question de nationalité des « banyamulenge » en respectant les procédures d'acquisition individuelle, organiser des élections générales sur base d'un calendrier strict à respecter).

Ce cabinet transitoire devrait regrouper des personnes issus des différentes forces politiques, ayant une assise nationale et non compromises dans la gestion mobutiste. Kabila devrait aussi une fois pour toute informer le pays sur l'effectif des forces étrangères qui l'ont amené au pouvoir, leur localisation sur le territoire national et les modalités et calendrier de leur rapatriement. Cette visibilité politique et *une vision nécessaire de rassemblement* exigent à Kabila de quitter les habits du maquisard pour celui d'un homme d'État moderne. Restera à prévenir que la recherche d'un consensus national ne soit détournée par Kabila pour confisquer le désir de changement démocratique inchangé des citoyens. Mais aussi ne pas tomber dans le piège d'un changement incertain miroité par les agresseurs/rebelles que Kabila a introduit dans la bergerie dès 1996.

Dans l'immédiat Kabila ne évitera-t-il pas les fautes auxquelles ses alliés d'hier veulent le pousser ?. Évitera-t-il l'amalgame entre guerre légitime contre des soldats étrangers insurgés et une possible chasse aux faciès des paisibles étrangers rwandais tutsi et autres « banyamulenge » ce qui serait une violation des droits de l'homme ?. Une faute ici servirait la stratégie martyrisation des tutsis (et une criminalisation des non tutsi) chère à Kagamé et Museveni . Ce qui garderait intacte la commisération de la société internationale vis-à-vis des régimes tutsi leur permettant de continuer leurs objectifs en RD du Congo, mais aussi de continuer à verrouiller l'ouverture et le partage politiques avec les majorités hutues ou bantoues selon l'idéologie en vogue ²⁵. Kabila se ferait endosser aussi la casquette de double génocidaire. Évitera-t-il entre autre les tensions que veulent attiser entre les katangais et autres congolais ses alliés d'hier?

²⁵.La société internationale se devait cette fois de reconnaître et de dénoncer le caractère de violation du territoire congolais par les forces étrangères et punir cette agression. A ce stade de la situation il serait du ressort de l'ONU de rappeler aux gouvernements concernés le principe d'intangibilité des frontières et de faire pression sur ceux-ci pour que des actes contraires au droit international public ne continuent pour donner lieu a une énième catastrophe humanitaire dans la sous-région. L'ONU qui avait déjà voté en 1997 une résolution pour le retrait des forces étrangères de l'ex-Zaïre devait a présent la réactiver d'autant plus qu'elle répondrait cette fois a une volonté populaire interne et a une décision 25 Selon la propagande en cours les minorités Tutsi Nilotiques seraient menacées par les majorités Bantous (Hutus au Rwanda et Burundi, et les autres ethnies à l'Est de la RD du Congo). Cela a donné lieu à des propositions les plus fantaisistes lancées ou soutenues à différents moments par certaines puissances. On peut citer l'idée de déverser des Hutus du Rwanda et du Burundi à l'Est du Congo sans considérer les populations congolaises, de créer des Hutulands et Tutsi ands c-à-d l'apartheid et l'épuration ethnique légalisés, la domination totale des tutsi dans la région parait-il pour se protéger et pas les autres, les droits spéciaux et extra-constitutionnels pour les tutsi comme 1 » exigent les « banyamulenge ». A ce sujet lire Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre-Congo, *Comment rétablir la paix à l'Est du Congo (ex-Zaïre) ?*. *Compte rendu de la rencontre informelle d'échange entre Synergies Africa, Le Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre-Congo, Le Collectif d'actions pour les droits de l'homme, et Campagne pour la Paix / Groupe Milima*, Genève, novembre 1997, 24pp. Loin d'être insolubles les conflits qui peuvent opposer les groupes en présence peuvent être gérés dans des sociétés démocratiques et non pas des sociétés fascistes où les uns ou les autres s'assujettiraient par les canons.

Droit international public contre a mondialisation » ?

Ce n'est plus un secret que les armées rwando-ougandaises sont à la base de la guerre et continuent d'entrer par les provinces occupées du Nord et Sud-Kivu. Un responsable d'organisation non gouvernementale contacté dans le Kivu reconnaissait après le premier meeting de la « rébellion » le vendredi 7 août 1998 à Bukavu : *a ...Les armées rwandaises, ougandaises et autres comme en 1996 entrent massivement au Kivu. Ils ont commencé à **rafler les véhicules des privés et des organisations non gouvernementales pour aller au front.** Face à cette occupation continue quelques politiciens zairois venus d'on ne sait où font semblant d'assurer la direction du mouvement et se donner les airs de chefs. Personne n'est dupe ici car ces opportunistes frustrés ont été conpués par une population de Bukavu en désaccord lors de ce premier meeting forcé... ».*

d'un pouvoir établi. Ce schéma est d'avance improbable car l'un des maître des jeux, Washington, s'est dit comprendre les motivations des gouvernements rwandais et ougandais et la mise en place nécessaire d'un couloir dit de sécurité à l'Est. Le Kivu est entrain d'être « libanisé » et l'intégrité du Congo remise en cause. Comme en 1996, l'OUA et les africains accompagnent les événements par des sommets sans lendemain (comme le tout dernier tenu au Zimbabwe où les maîtres des jeux tout comme les insurgés étaient absents , encore que la nature du conflit à résoudre a été esquivée : rébellion ou agression ?).

Conclusion provisoire et propositions:

*Il faut retenir que la présente guerre est dans tous les cas une guerre d'agression. Lorse que une armée étrangère se rebelle sur un pays étranger et reçoive simultanément des renforts de son pays de provenance, on ne peut pas parler de rébellion. Les alliances entre les forces en présence sont paradoxales, et donc potentiellement fluctuantes selon les ordres et engagements massifs reçus des maîtres occidentaux²⁶. Cela vaut aussi pour l'opposition congolaise interdite et qui reste dépendante d'allégeance étrangère. Le problème pour le pays c'est l'inexistence d'une nouvelle génération politique issue des jeunes dont les références et la légitimation seraient surtout internes. La cause de Kabila pourrait être rapidement perdue s'il commettait les erreurs que chercheront à lui faire faire ses alliés d'hier, par contre un dialogue et une ouverture politique immédiats pourrait lui donner une nouvelle carte même si dans tous les cas il en sortirait affaibli. A l'avantage qu'il peut en profiter pour un départ honorable. *Les congolais réalisent-ils le danger qui leur guette en cautionnant l'interventionnisme armé des pays voisins qui ont des visées territoriales sur leur pays ?**

La présente guerre comme celle de 1996-1997 est une guerre non seulement locale ou régionale, elle est aussi internationale au profit de la haute finance internationale, de la mondialisation, même si cela peut prendre l'allure du choc des civilisations cher à Samuel Huntington. Elle n'est plus menée par les seuls mercenaires blancs,

fustigés par Mobutu dans son discours du 4 octobre 1973²⁷ aux Nations-Unies, mais aussi par des « frères » noirs africains tout aussi impitoyables.

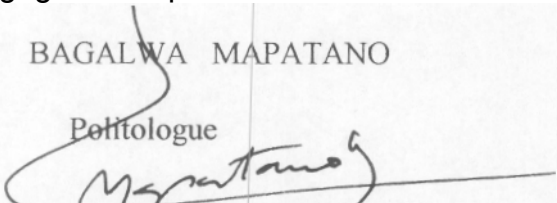
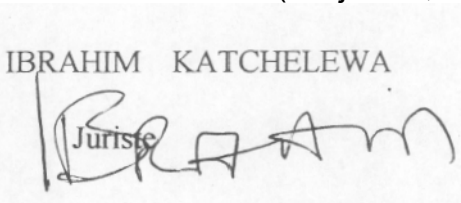
²⁶ La faible progression actuelle des agresseurs et rebelles surtout sur le front de l'Est s'expliquerait par l'absence des apports occidentaux massifs pour suppléer à la stratégie de désarmement de quelques soldats congolais des garnisons fortement rwandisées. Ce front aurait peut-être le rôle de diversion au profit de celui du Bas-Congo qui prendrait directement Kinshasa et dont l'asphyxie a commencé avec la coupure de l'électricité d'Inga (le 13 .8. 1998) qui toucherait aussi les mines katangaises avec la ligne Inga-Shaba.

²⁷ Dixit : « ...Dans la ville de Bukavu, à l'Est du Zaïre, un mercenaire blanc, venu d'Europe, s'était proclamé, sans rire, Président de la République du Zaïre. Si un noir l'avait fait en Europe, on l'aurait pris pour un humoriste de mauvais goût ou un détraqué mental. Mais puisque c'était un blanc qui le faisait en Afrique, les colonialistes avaient mobilisé la presse, la radio et la télévision pour le mettre à son entière disposition non seulement pour faire la publicité, mais aussi pour ridiculiser le Chef de l'État du Zaïre, que je suis,.... ».

Lire Département de l'Orientation Nationale, Discours prononcé à l'ONU, le jeudi 4 octobre 1973, Kinshasa, p.6.

La guerre actuelle porterait , en tout cas pour le Congo-Zaïre, un démenti quasi absolu à quelques idées simples qui étaient véhiculées par les acteurs mondiaux concernant l'Afrique. On est loin des nouveaux leaders africains travaillant pour l'harmonie, la paix et le bien-être des populations. Non plus le pouvoir charismatique et dictatorial sous le label a des hommes forts » ne peut assurer la construction d'un Etat moderne et une conscience nationale mettant l'homme au centre de l'action politique. La guerre actuelle dément aussi l'idée avancée de la fin des États actuels, au nom d'un panafricanisme brumeux, pour d'autres. L'idée de l'Etatnation s'est ancrée en Afrique et personne ne veut qu'on touche à son désavantage à ses frontières. Que Kabila s'est refusé à céder le moindre territoire congolais à ses alliés réfugiés tutsi rwandais auxquels il l'avaient promu deux fois (1964²⁸ et 1996) en contrepartie de leur aide pour conquérir le pouvoir à Kinshasa, voilà qui mérite réflexion. Sortir de l'actuelle crise implique pour les acteurs politiques congolais, aidés par la société internationale, d'obtenir un retrait des armées étrangères' du Congo et l'ouverture d'un large dialogue entre nationaux pour la redefinition d'une transition (dans une logique plurielle) vers la démocratisation et le redressement économique.

Pour éviter que la question de nationalité des Tutsi « banvamulenge »³⁰ ne continue à être manipulée par les puissances étrangères pour justifier diverses interventions nocives au Congo, un recensement national urgera au Kivu pour identifier au regard des lois en vigueur les congolais de droit quelle que soit l'ethnie, les immigrés rwandais légaux, et les clandestins. La demande individuelle devait permettre à qui le veut d'acquérir la nationalité congolaise en sachant les droits et les devoirs que cela implique comme la loyauté vis-à-vis de la patrie d'adoption. Les organisations humanitaires, le Centre des Nations pour les droits de l'homme, les organisations sérieuses nationales et internationales de défense des droits de l'homme devraient participer en observateurs à cette opération menée par les autorités congolaises. Cette « ingérence étrangère momentanée » demandée par l'Etat congolais serait un gage de respect des droits et devoirs des uns et des autres (majorités, minorités).

BAGALWA MAPATANO	IBRAHIM KATCHELEWA
Politologue	Juriste
	

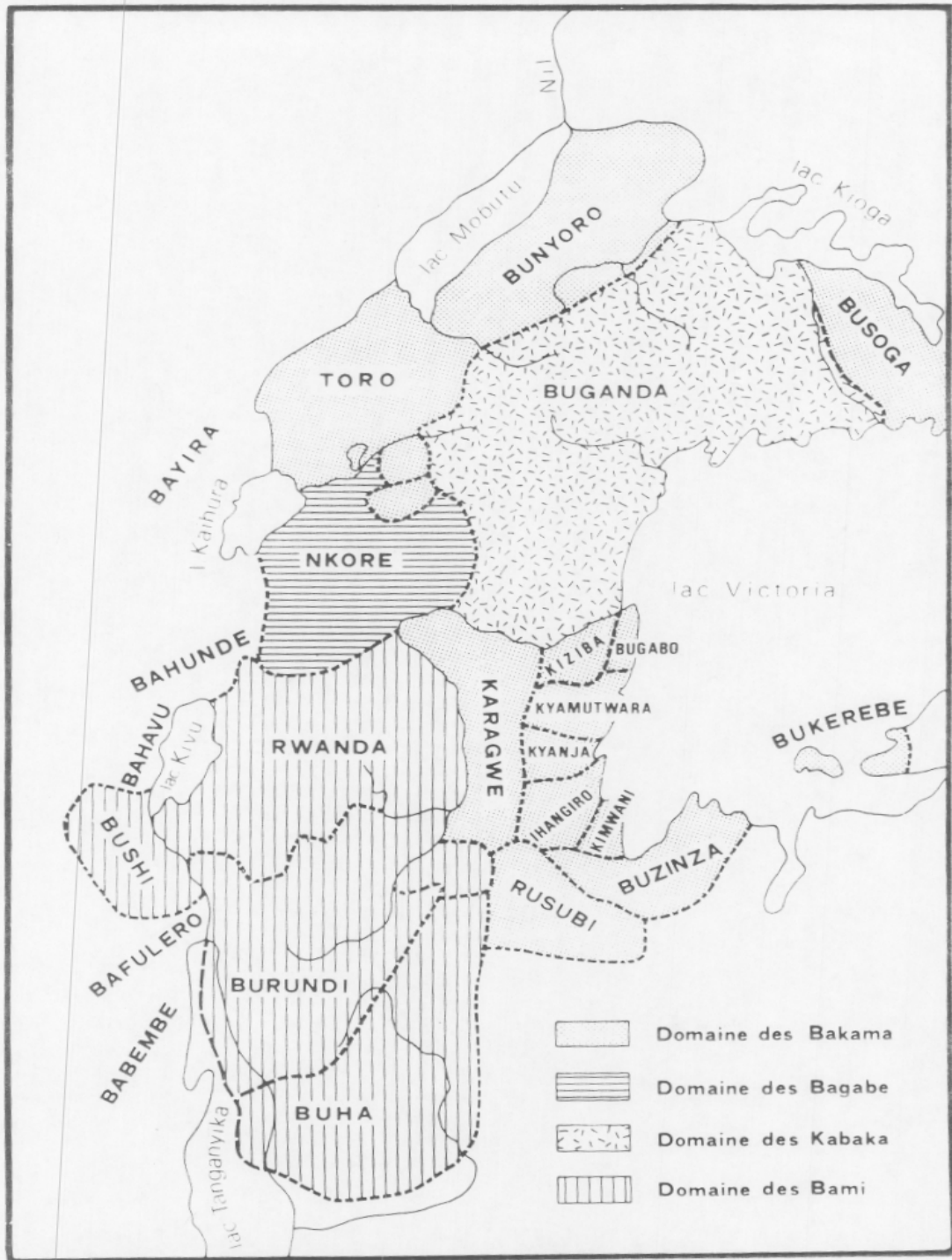
²⁸ Lire Benoît VERHAEGEN, « Du Congo 1964 au Zaïre 1997: Similitudes et divergences », in MARYSSE, S., et REYTJENS, F., (eds), L'Afrique des grands lacs. Annuaire 1996-1997, éditions L'Harmattan, Paris, p.193195. Selon cet auteur Kabila et son chef Soumialot promirent aux réfugiés tutsi rwandais les territoires congolais proches de la frontière où il y a déjà des colonies importantes d'immigrés tutsi. Les territoires « marchandés » comprennent les territoires des Babembe, de Bavira (au Sud-Kivu) jusqu'au Rutshuru (territoire des congolais autochtones rwandophones Bahutus) soit une bande de 800 km de long sur 400 de large. Ces revendications territoriales tutsi ressemblent à celles dont les médias ont fait état depuis 1996 avec la première invasion rwandoburundo-ougandaise qui a porté Kabila au pouvoir. Mais aujourd'hui il ne s'agirait plus d'un prix payé pour collaboration, mais des droits prétendument légitimes.

²⁹ Depuis le début de crise 1200 marines américains croisent sur 2 navires au large de la côte atlantique congolaise mais aussi d'autres contingents prepositionnés déjà au Gabon. Exhibition de force contre Kabila, ces forces ne pourraient-elles pas par exemple constituer une force multinationale

pour contrôler ce retrait mais aussi aider à la formation d'une armée nationale congolaise, et surtout pour une période de 3 ans « sécuriser » les frontières sensibles du Congo (l'Est et avec l'Angola) ?.

³⁰ Benoît Verhaegen (op.cit, pl89-1990) parle de la situation de 1996: « ... le terme Banyamulenge qui désigne au début un petit groupe de quelques milliers des pasteurs rwandais émigrés au cours du XIXème siècle dans les montagnes de l'Itombwé au Sud-Kivu, a été utilisé ensuite pour désigner l'ensemble des Tutsi du Rwanda émigrés au Zaïre, c'est-à-dire plusieurs centaines des milliers des personnes. Le terme a donc été totalement détourné de son sens initial. Alors qu'il devait marquer la spécificité du petit groupe des Tutsi de l'Itombwé immigrés de longue date et intégrés à l'économie de la région, pour les distinguer des vagues d'émigration plus récentes, il a par contagion successive désigné tous les émigrés Tutsi du Rwanda. L'incompétence et la partialité des journalistes ont largement contribué à ce détournement de sens ». *Dans cette confusion déterminer les droits et statuts des uns et des autres passe par un recensement sérieux.*

Les anciens royaumes de l'Afrique interlacustre



GROUPE DE RÉFLEXION ET D'ANALYSE SUR LE ZAÏRE (GRAZ)

Tél/ fax : 00 4122 320 43 09
Natel 079 429 267 8
Tél 00 41 22 785 31 87 Genève

le 7 septembre 1997

Objet : Lettre ouverte

**Monsieur Thimothée NGOY Président du Parti
Socialiste Congolais à Genève, Suisse.**

Cher compatriote,

Nous avons appris l'organisation par votre parti politique, d'une demi journée sur le thème « pour une aide internationale à la reconstruction du Congo », en date du 20 septembre prochain à Genève.

Nous nous félicitons de l'idée d'autant plus qu'il est du devoir des congolais patriotes, où c; lis se trouvent, d'oeuvrer pour la paix et l'amélioration des conditions globales d'existence de *leurs* concitoyens. En effet, la majorité des congolais se sont réjouis de la fin de l'ère mobutienne q' durant 32 ans n'a servi qu'à appauvrir les congolais, à les opprimer et les humilier sur tous les plans grâce à un régime politique de non droit permanent.

Mais bien avant la fin de la guerre dite de libération commanditée par certaines puissances occidentales se servant des pays voisins dont le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et d'autres, le GRAZ n'avait cessé d'attirer l'attention de la diaspora congolaise sur la dimension d'invasion et d'occupation qui se cachait derrière une certaine rébellion ethnique comme cela fut présentée bien début. Vous vous souviendrez que le Conseil de sécurité de l'ONU avait même pris des résolutions demandant le retrait des forces étrangères au Zaïre (devenu depuis Congo) et durespect de son intégrité territoriale suite aux revendications territoriales tel par exemple Rwanda.

Aujourd'hui la victoire militaire de la « rébellion des tutsi banyamulenge » devenu FDL a installé une nouvelle dictature militaire chapeauté par une occupation étrangère ;donc la négation de l'État de droit (qui devrait d'abord être souverain) que tous les congolais. 'ont cessé d'appeler de leurs vœux. Cette nouvelle donne implique pour les congolais d'être plus pour espérer sortir du *gouffre* actuel.

De lors comment comprendre que monsieur KARAHAMUHETO BIZIMANA alias BRIMA KARAHA, sujet rwandais, puisse être votre conférencier pour répondre du point de *vue du* gouvernement congolais ?. Quel rapport votre Parti entretient-il ou veut il entretenir avec le régime Kabila qui pourtant a interdits le pluralisme politique au Congo-Zaïre, et donc logiquement vous interdire si vous étiez basé au Congo-Zaïre même ?. Peut-on se permettre de se demander donc si votre Parti est un des multiples relais de la dictature et de l'occupation

étrangère qui s'abat sur notre pays ?. Comment comprendre que Mgr BANGA BANE¹ qui banalisait encore hier les massacres des réfugiés rwandais sur le sol zaïrois, soit la personne qui doit encore soutenir que ces massacres étaient un piège des parrains de Mobutu ?.

Nous pensons à **ce sujet qu'il** importe aux élites congolaises d'être crédibles et dignes de confiance. Même la sympathie politique pour un régime soit-il dictatorial et colonialiste impose aussi des valeurs éthiques minimales devant des faits et des évidences flagrants. Il n'est pas de l'honneur des élites congolaises de nier voire banaliser les tueries massives des centaines des milliers des enfants, femmes, vieillards et hommes sans défense, sans jugement par le droit. Aucune idéologie ou objectif politiques ne peuvent justifier des telles barbaries qui sont la négation absolue de l'humanité.

Par ailleurs parler de reconstruction nationale du Congo-Zaïre n'implique pas seulement de mendier l'assistance financière internationale, mais devrait d'abord se fonder sur la reconstruction socio-politique démocratique mettant au centre l'homme, qui est la plus grande richesse de tout pays. Celle-ci, à notre avis, implique de jeter les bases institutionnelles sans équivoque permettant de construire un Etat de droit démocratique. En effet seul celui-ci garantirait les libertés humaines, la paix, la justice pour tous, la participation responsable des citoyens à la bonne marche de la chose publique et donc aux programmes de développement. Seul un Etat de droit, qui est ipso facto un Etat consenti, peut protéger le droit de propriété et le droit de jouir pleinement des fruits de son travail et donc de ses investissements. Poser la question autrement ne serait-il pas mettre la charrue devant le boeuf ?.

Par ailleurs nous constatons que votre conférence ne prévoit pas le moindre thème pour les zaïrois de débattre sur les enjeux et les priorités dans la reconstruction matérielle. Pourquoi

Il nous semble ainsi que la thématique n'aborde pas l'objectif annoncé car l'aide internationale doit répondre à des besoins clairement exprimés par des acteurs politiques légitimes.

Même pour un pouvoir de fait, il est incompréhensible que ça soit un ministre des affaires étrangères qui soit invitée à votre rencontre, alors que celui de la reconstruction et travaux d'urgence serait le mieux approprié car il aurait une planification à mettre en place et qui serait la base d'un débat avec les spécialistes sur la faisabilité par exemple au regard des échéanciers prévus.

Vautre part de l'avis de votre parti, le Congo-Zaïre à l'heure actuel est-il un pays vraiment souverain ? Y a-t-il à l'heure actuelle un Etat de droit ?. La paix et la stabilité sont-elles revenues dans le pays pour offrir les conditions d'une reconstruction par les prêts internationaux ?

¹ Voir son texte « Massacres et génocide dans l'Est du Zaïre. Vérité ou manipulation. Eléments fiables d'analyse et de réflexion », Kinshasa, 30 janvier 1997.

Au moment où les ennemis du pays concoctent multiples stratégies pour asseoir sa vassalisation, complète, par exemple en faisant émerger par exemple la théorie de « nationalité transfrontalière » au profit de certains ressortissants des Etats voisins parrains du régime Kabila, quelle est la position de votre parti à ce sujet ? Peut-on comprendre l'invitation par votre parti de monsieur KARAHAMUHETO BIZIMANA comme une internalisation de cette donne ?

D'autre part comment expliquer qu'un parti congolais (basé à Genève) invite des responsables d'un gouvernement qui interdit le pluralisme politique au pays, et sans que justement 1cs conditions politiques de la reconstruction économique, dont le pluralisme politique et de pensée ne soient nullement abordées ? Quelle est la position de l'Internationale Socialiste, dont vous êtes membre, à propos de la situation politique globale (colonisation, dictature, exterminations des groupes des populations à cause de leur appartenance ethnique...) du Congo - Zaïre?.

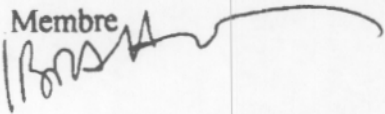
Pour tout ceci, même si nous pouvons comprendre la tenue d'une conférence sur la reconstruction économique (c-à-d matérielle) qui se pose pour les sociétés étrangères en termes d'exploitation au nom de la seule logique du profit (et non pas de souveraineté, de liberté, de démocratie pour les nationaux), il est incompréhensible que pour des nationaux conscients les questions fondamentales posant la survie du Congo-Zaïre comme Etat souverain ne soient pas posées.

Il nous semble ainsi que la présence d'un agent de la dictature et de colonisation étrangère à vos assises est une insulte au peuple congolais, quand l'on sait justement les violations des droits de l'homme dont continue à se rendre coupable p.e l'armée de son pays le Rwanda sur le peuple congolais. A ce sujet l'Association Zairoise des Droits de l'Homme (AZADHO) rappelle que depuis juillet 1997, plus de 2.182 morts ont eu lieu rien que dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu frontalières au Rwanda, Burundi et l'Ouganda. Cela est l'œuvre des troupes de l'AFDL déjà essentiellement rwando-ougandaises, qui ont reçu récemment des renforts hélicoptères venant du Rwanda. Celles-ci n'ont elles pas incendiées une cinquantaine des villages, des maisons, des édifices publics et un hôpital ?.

Veillez agréer cher compatriote l'expression de nos sentiments patriotiques les meilleurs. Pour le Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre

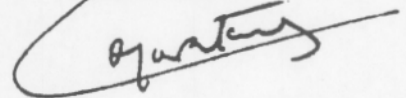
Ibrahim KATCHELEWA

Membre



Bagalwa MAPATANO

Coordonnateur



GROUPE DE RÉFLEXION ET D'ANALYSE SUR LE ZAÏRE (GRAZI)

Té/fax. 00 4122 320 43 09

Natel : 079 42 92 678

Tél : 00 41 22 785 31 87 Genève,

le 7 septembre 1997

Objet : Lettre ouverte A Monsieur KARAHAMUHETO BIZIMANA Ministre des affaires étrangères de la République Démocratique du Congo à Kinshasa

Monsieur,

Nous venons d'apprendre la tenue à Genève en date du 20 septembre d'une conférence sur la question de l'aide internationale dans la reconstruction du Congo-Zaïre organisée par le Parti socialiste congolais de Genève.

Grande serait notre surprise de constater que le ministre d'un gouvernement qui interdit le pluralisme politique, au profit du parti unique de triste mémoire, accepte une invitation provenant d'un parti politique basé à l'étranger à moins que celui-ci soit une satellite du partiEtat AFDL. Nous sommes aussi surpris qu'en votre qualité de citoyen rwandais, en dépit de votre participation dans le régime Kabila lui-même produit de l'occupation rwando-ougandaise, vous veniez parler au nom des congolais - zaïrois. Votre présence à cette réunion d'ailleurs inopportune et vide constitue une insulte au peuple congolais. En effet comment vous citoyen étranger, agent des régimes des pays voisins qui pillent et ensanglantent le Congo-Zaïre, pouvez vous honnêtement représenter le pays c-à-d les problèmes *de* ses nationaux ?

Lors de vos récents voyages aux USA et en Belgique en juillet, vous n'aviez même pas eu quelques minutes pour visiter les ambassades du Congo-Zaïre, ni rencontrer « vos diplomates » dans ces pays. Mais comment comprendre que vos déplacements et votre programme ait été géré par les ambassades rwandaises dans ces pays ? Si vous êtes congolais-zaïrois, votre appartenance ethnique est-elle plus forte *que* votre prétendue appartenance à la nation congolaise-zaïroise ? a Non vous êtes bien un citoyen rwandais. Par ailleurs êtes-vous la personne qualifiée pour ce qui est de la reconstruction alors que votre gouvernement comprend un ministère qui a cette charge ? Votre présence à Genève ne répond-elle pas à d'autres buts politiques comme la légitimation de l'occupation du Congo-Zaïre par les armées de votre pays le Rwanda et de son parrain l'Ouganda ?.

Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer auprès de l'organisateur l'inopportunité d'une telle rencontre mais aussi de son vide thématique. Cependant nous pensons nécessaire de récuser votre capacité et votre légitimité de parler des problèmes du Congo-Zaïre.

D'autre part la reconstruction du Congo-Zaïre peut-elle faire l'économie des préalables et conditionnalités politiques qu'on peut englober dans l'État de droit ? Le régime d'occupation dont vous êtes coauteur répond - t - il au minimum exigible d'un tel Etat ?. Quel sens donner à vos nropres déclarations de W Washington en juillet 1997 - «...ceux qui ne pensent pas comme nous ont leur place dans les prisons ou dans l'exil...» .

En votre qualité de ministre, comment expliquer les tergiversations et le blocages de votre régime vis-à-vis de la commission d'enquête internationale sur les tueries massives contre une frange des vos compatriotes (réfugiés rwandais hutus) et des populations zaïroises à l'Est du Zaïre particulièrement ? Ces tergiversations peuvent-elles s'expliquer dès lors que le Congo-Zaïre (même occupé) reste partie aux instruments internationaux de protection des droits de l'homme, et lesquels n'ont jamais été dénoncé par votre parti unique l'AFDL ?.

Tout en espérant que vous prendrez à temps la décision de laisser les affaires congolaises aux seuls congolais, veuillez agréer , monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour le Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre

Ibrahim KATCHELEWA	Bagalwa MAPATANO
Membre	Coordonnateur
